

Au sommaire

ACTUALITE DE LA FPC (Droit et pratiques)

- La formation, atout face aux mutations du monde du travail
- L'Affpa balise le financement des formations
- Publication du guide de mise en oeuvre du CPF pour les agents publics de l'Etat
- Négociation sur la formation : premiers éléments d'un projet d'ANI
- 26e Baromètre de la formation et de l'emploi d'Agefos PME
- Université de la formation en entreprise, 1er et 2 février à Biarritz
- Le décret qualité s'applique à de nouveaux organismes de formation
- Le Cnefop va forger les outils des futurs Pactes d'investissements dans les compétences
- Certificat CléA : le Copanef précise les règles de fonctionnement
- Le Cnefop envisage plusieurs pistes pour inscrire la qualité en formation dans la durée

CENTRES ET TERRITOIRES

- Le devenir des volontaires de l'Epide : une insertion dans la durée
- Contrats aidés : voici les «parcours emploi compétences»
- Mise en oeuvre des «parcours emploi compétences»

PROGRAMMES SPECIFIQUES

- Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en situation de handicap
- La Cour des comptes préconise un changement de modèle pour l'Agefiph et le Fiphfp
- Le mode de financement de l'Agefiph et du Fiphfp
- La prévention de la désinsertion professionnelle des salariés malades ou handicapés
- Appel à propositions pour la certification de deux parcours multimédia destinés à des publics en situation d'illettrisme et d'analphabétisme

DIPLOMES, QUALIFICATIONS, VAE

- VAE dans l'éducation nationale : 12 800 diplômes délivrés en 2016

DISPOSITIFS DE FORMATION, PEDAGOGIE

- Pour le développement de l'apprentissage - Synthèse de la concertation
- L'alternance dans les entreprises adaptées
- Pour une réforme «radicale et sans tabou» de la formation en alternance

FILIERES PROFESSIONNELLES

- L'enseignement technique agricole : évolution de l'emploi, des métiers et des compétences à 2030
- Prospective des métiers, qualifications et emplois auxquels l'enseignement agricole prépare
- Situations de travail, compétences transversales et mobilité entre les métiers

A La Une

Actualités de la FPC

- La formation, atout face aux mutations du monde du travail
- Le Cnefop envisage plusieurs pistes pour inscrire la qualité en formation dans la durée

Centres, Territoires et Qualité

- Mise en oeuvre des «parcours emploi compétences»

Programmes spécifiques

- La Cour des comptes préconise un changement de modèle pour l'Agefiph et le Fiphfp

Dispositifs de formation, pédagogie

- Pour le développement de l'apprentissage - Synthèse de la concertation

La formation, atout face aux mutations du monde du travail

Afpa, Transformation du monde professionnel, décembre 2017

Suite à une enquête menée par Ipsos auprès de 3000 personnes résidant en France, l'Afpa publie une étude relative aux transformations du monde professionnel.

On y apprend que 93 % des actifs interrogés ont compris que le marché du travail est en pleine mutation. Pour que leurs compétences évoluent en fonction de ces mutations, 82 % d'entre eux sont prêts à suivre une formation, et 77 % des sondés pensent que la formation professionnelle tout au long de la vie est plus propice à sécuriser leur avenir professionnel que les diplômes. De plus, ils estiment que l'information concernant les dispositifs de formation professionnelles sont accessibles et claires. Pour conclure, 21 % des actifs interviewés aimeraient être en mesure de suivre une formation durant leur temps de travail, alors que 20 % préféreraient plus de souplesse pour que soient prises en considération toutes les situations professionnelles.

Consultation de la [page consacrée à l'étude](#)

26e Baromètre de la formation et de l'emploi d'Agefos PME

Perspectives 2018, le baromètre Agefos PME, Ipsos, décembre 2017

Vient de paraître la 26e édition du baromètre de la formation et de l'emploi d'Agefos PME. Il propose différents focus sur la transition numérique, l'individualisation des parcours de formation et l'entretien professionnel en tant que levier de gestion de ressources humaines ainsi qu'en montée en compétences des salariés. Il précise que l'évolution des métiers et l'obligation légale de formation sont des éléments déclencheurs de la formation. On apprend que le pourcentage de formation motivée par la mise en place du CPF a augmenté d'un point point par rapport à 2017.

La qualité de l'offre de formation est considérée comme satisfaisante même si la moitié des sondés estiment qu'elle est accessible sur l'ensemble du territoire. Globalement les salariés et les entreprises ont désormais une meilleure représentation de la formation professionnelle que les années précédentes et la considèrent comme un investissement pour l'avenir.

Consultation de la [page dédiée à l'étude](#)

Université de la formation en entreprise, 1er et 2 février à Biarritz

La 15e édition de l'Université d'hiver de la formation professionnelle est consacrée aux entreprises. Le programme qui leur a été proposé est composé d'une série d'ateliers consacrés "aux grands enjeux de la réforme et aux nouveaux défis de la formation comme levier de compétitivité".

Consultation de la [page web dédiée à l'évènement](#)

Négociation sur la formation : premiers éléments d'un projet d'ANI

Les premiers éléments de la proposition de projet d'accord national interprofessionnel (ANI) sur la formation professionnelle faite par la délégation patronale, a été remis aux organisations syndicales. Consacré à la connaissance des besoins de formation, ce document détaille les propositions patronales en terme de "refonte du système de certification professionnelle, d'identification et d'expression des besoins en formation." Il soumet également une nouvelle règle du principe de formation.

Consultation de la [page consacré au projet d'ANI du 12 janvier 2018](#)

Publication du guide de mise en oeuvre du CPF pour les agents publics de l'Etat

Ce guide s'adresse en priorité aux services de la fonction publique de l'Etat impliqués dans le déploiement du Compte personnel de formation. Il en rappelle les principaux enjeux et précise les modalités d'application, notamment celles liées à l'acquisition des droits, aux formations éligibles, à l'examen des demandes ou encore à l'accompagnement personnalisé. Le compte personnel de formation, Guide de mise en oeuvre du CPF des agents publics de l'Etat, édition 2017

Consultation de la [page consacrée au guide](#)

L'Afpa balise le financement des formations

Les dispositifs de formation et leurs modes de financement sont présentés dans le nouveau guide 2018 édité par l'Afpa. On y retrouve une synthèse des dispositifs de financement que les futurs apprenants peuvent mobiliser et le modus operandi pour bénéficier d'un financement en région.

Consultation de la [page de présentation du guide](#)

Le décret qualité s'applique à de nouveaux organismes de formation

Suite à la publication du décret n° 2016-1367 du 12 octobre 2016, les organismes conventionnés Nacre (nouvel accompagnement pour la création ou la reprise d'entreprise) ont l'obligation de respecter les critères du décret n° 2015-790 du 30 juin 2015, relatif à la qualité des actions de formation professionnelle continue, depuis le 1er janvier 2018. Ceci est également valable pour la préparation à l'épreuve théorique du code de la route et à l'épreuve de pratique du permis de conduire : les auto-écoles doivent remplir les mêmes critères qualité afin que leurs formations puissent être financées par le CPF. De plus, ils doivent enregistrer leurs formations dans le catalogue de référence des financeurs (Opca ou Pôle emploi).

Consultation du [décret n° 2016-1367 du 12 octobre 2016](#)

Consultation du [décret n° 2015-790 du 30 juin 2015](#)

Le Cnefop va forger les outils des futurs Pactes d'investissements dans les compétences

Le haut-commissariat à la Transformation des compétences dans le cadre de la préparation des pactes régionaux d'investissements dans les compétences dans les territoires a demandé au Cnefop de préparer deux documents :

- un document méthodologique à destination des Crefop, formulant des recommandations relatives aux modalités d'élaboration, de suivi et d'évaluation des futurs Pactes d'investissements dans les compétences dans le cadre d'une concertation quadripartite. Ce document est attendu pour la fin février 2018 ;
- un guide de l'achat de formation de qualité permettant de mettre en lumière et de suggérer des modalités "d'achat" de formation pour une première publication à la mi-mai 2018.

* Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles

Consultation de l'article

Certificat CléA : le Copanef précise les règles de fonctionnement

Le certificat de connaissances et de compétences professionnelles Cléa a fait l'objet de modifications présentées lors du précédent bureau du Copanef*. A cette occasion les membres du bureau ont entériné "le règlement relatif à l'habilitation des opérateurs qui évaluent et forment dans le cadre du certificat Cléa". Les résultats des travaux conduits par le Copanef, ont donné lieu à une définition du rôle des jurys et une restructuration du référentiel Cléa.

* Comité paritaire interprofessionnel national pour l'emploi et la formation

Consultation de l'article

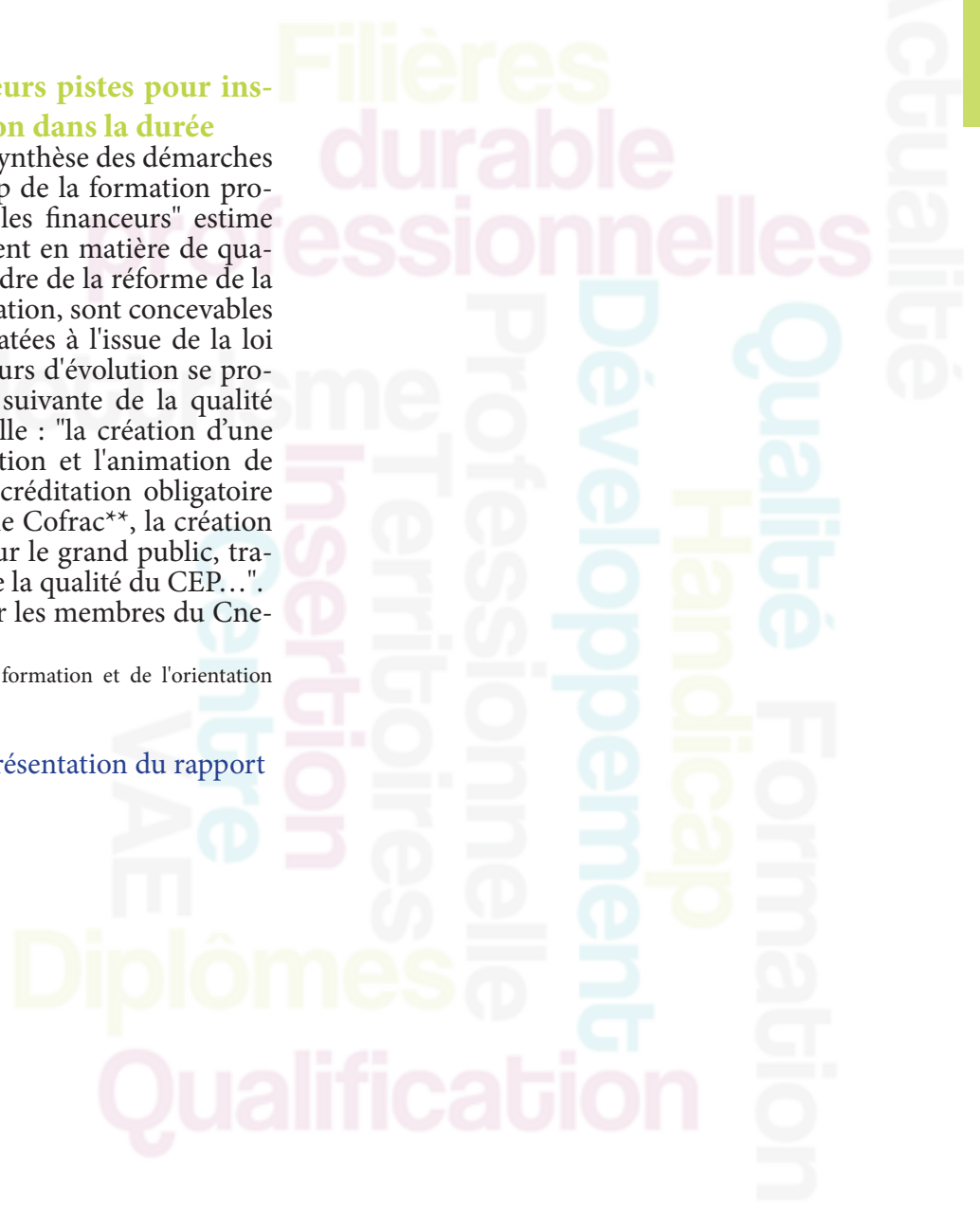
Le Cnefop envisage plusieurs pistes pour inscrire la qualité en formation dans la durée

Le projet de "rapport faisant synthèse des démarches qualité menées dans le champ de la formation professionnelle, en liaison avec les financeurs" estime que les visées du gouvernement en matière de qualité de la formation dans le cadre de la réforme de la formation en cours de négociation, sont concevables grâce aux progressions constatées à l'issue de la loi du 5 mars 2014. Des indicateurs d'évolution se profilent pour envisager l'étape suivante de la qualité de la formation professionnelle : "la création d'une gouvernance dédiée à la gestion et l'animation de la question de la qualité, l'accréditation obligatoire des certificateurs qualité par le Cofrac**, la création d'une certification qualité pour le grand public, travailler à un cadre formalisé de la qualité du CEP...". Ce document a été adopté par les membres du Cnefop courant janvier 2018.

* Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles

** Comité français d'accréditation

Consultation de la page de présentation du rapport



Le devenir des volontaires de l'Epide : une insertion dans la durée

Epide, Enquête sur les trajectoires professionnelles des anciens volontaires de l'Epide, juin 2017

Les résultats d'une enquête réalisée en 2017 sur le devenir des anciens volontaires de l'établissement (pour l'insertion dans l'emploi [EPIDE]) 18 mois après leur sortie, vient d'être publiée par l'Epide*. Cette étude met en valeur l'efficacité de ce dispositif d'accompagnement puisque 63 % d'anciens candidats sont actuellement en poste ou en formation. Les témoignages démontrent que ce dispositif permet une insertion durable : 70 % sont à plein temps et 67 % sont en CDI ou CDD de plus de 6 mois.

* Etablissement pour l'insertion dans l'emploi

Consultation de la page dédiée à l'étude

Mise en oeuvre des "parcours emploi compétences"

Parallèlement au rapport évoqué précédemment, la ministre du Travail a consigné ses instructions concernant l'inclusion dans l'emploi des personnes "les plus éloignées de l'emploi" dans une circulaire à l'attention des Préfets de région. On y découvre deux modifications primordiales :

- la création d'un Fonds d'inclusion dans l'emploi qui autorise la gestion globale des contrats aidés et de l'insertion par l'activité économique, et offre à chaque Préfet de région des marges de manœuvre pour ajuster ces outils aux besoins des populations et aux spécificités des territoires ;
- la transformation des contrats aidés en parcours emploi compétences s'appuyant sur une logique de parcours individuels (emploi, formation, accompagnement) et une sélection des employeurs.

Un budget total de 1 420 milliards a été alloué pour mettre en oeuvre le dispositif sur le plan national.

Téléchargement de la circulaire Parcours emploi compétences n°2018-11 du 11 janvier 2018

Contrats aidés : voici les "parcours emploi compétences"

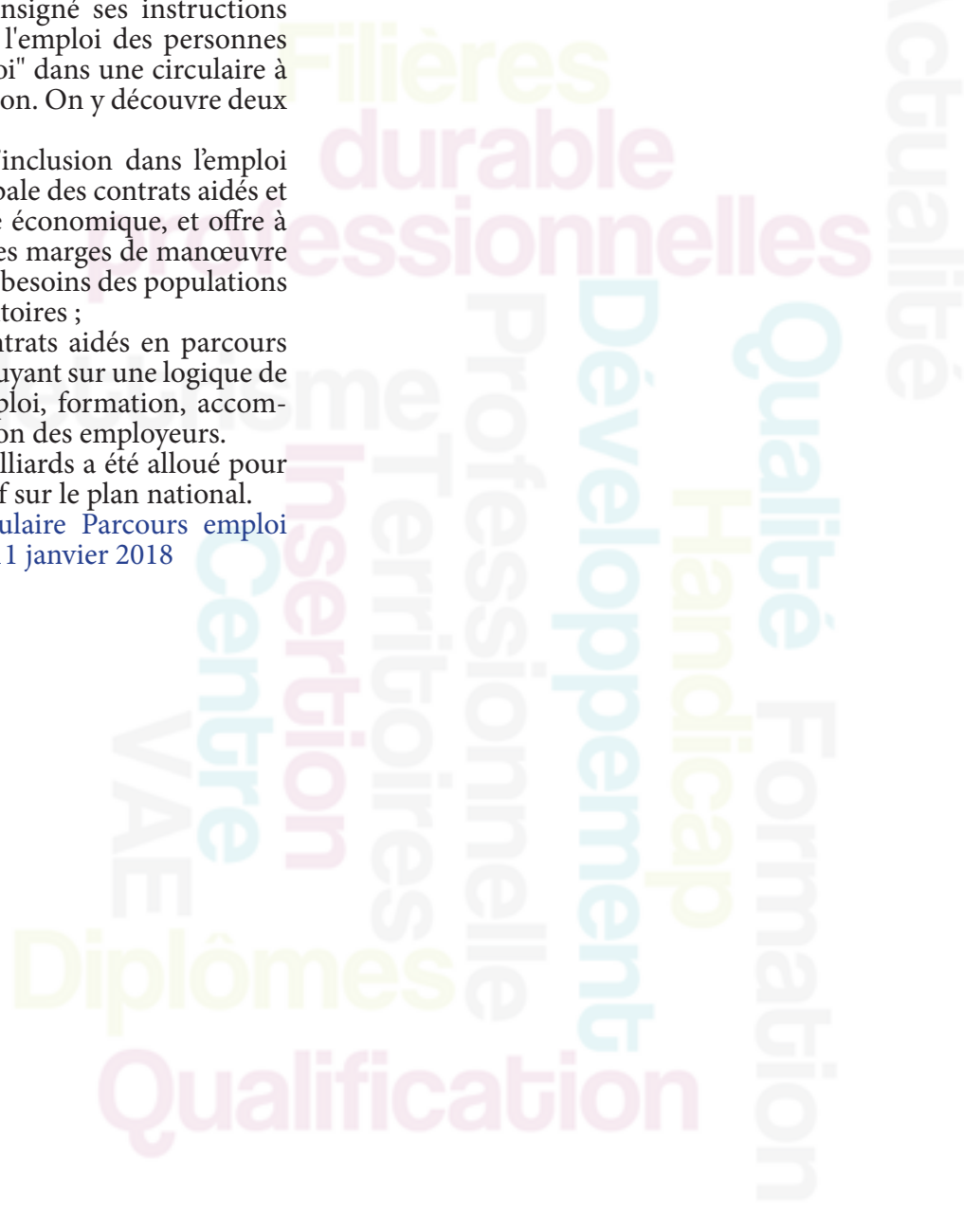
Rapport : Donnons-nous les moyens de l'inclusion, janvier 2007

Dans le cadre de sa mission sur les politiques d'inclusion auprès du ministre du Travail, Jean-Marc Borello, président du groupe SOS (spécialisé dans l'économie sociale et solidaire), vient de transmettre les conclusions de sa mission. Parmi les principales préconisations on retrouve :

- créer un fonds d'inclusion dans l'emploi, passer de nombreux "contrats aidés" à des "parcours emploi compétences" (PEC) plus qualitatifs,
- exploiter le potentiel des entreprises d'insertion par l'activité économique.

Seules les collectivités locales qui accepteront de s'engager sur la mise en situation professionnelle, l'accompagnement et la formation des salariés, pourront signer un PEC.

Consultation de la page de présentation du rapport



POUR

Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en situation de handicap

Agefiph, Tableau de bord n°4, décembre 2017

On dénombrait 500 000 demandeurs d'emploi handicapés en France en septembre 2017, ce qui correspond à 8,5 % des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Dans son tableau de bord, l'Agefiph nous apprend que les individus en situation de handicap et sans emploi sont plus âgés avec 48 % d'au moins 50 ans, et moins formés pour 25 % d'entre eux (17 % ont un niveau inférieur au CAP et 27 % seulement ont le bac ou plus).

Consultation de la [page dédiée au tableau de bord de l'Agefiph](#)

La prévention de la désinsertion professionnelle des salariés malades ou handicapés

Rapport Igas, décembre 2017, Tome 1, 120 p. Tome 2 et annexes

Après avoir établi un panorama des lieux des dispositifs qui permettent de maintenir des salariés malades ou handicapés à leur poste de travail, leur reclassement interne ou externe afin d'éviter un licenciement pour inaptitude, dans un rapport récemment publié, l'Igas* adresse 30 préconisations opérationnelles visant quatre objectifs :

- mieux informer et intervenir plus précocement pour repérer les difficultés et accompagner durablement les salariés concernés ;
- mieux prendre en compte ces situations dans la politique de l'emploi et la réforme de la formation professionnelle, dans la perspective d'une sécurisation des parcours professionnels ;
- renforcer l'investissement des services de santé au travail et mieux coordonner les acteurs ;
- améliorer certains dispositifs existants et expérimenter de nouvelles formes d'intervention.

* Inspection générale des affaires sociales

Consultation de la [page de présentation du rapport et de ses annexes](#)

Appel à propositions pour la certification de deux parcours multimédia destinés à des publics en situation d'illettrisme et d'analphabétisme

Un appel à propositions vient d'être lancé par l'Edec dans le cadre de l'Edec numérique. Son objectif est d'élaborer les "référentiels de compétences et de certification correspondants aux parcours 1001 Clés et 1001 Lettres à destination des salariés des 10 branches et secteurs interprofessionnels signataires de l'Edec". L'appel à proposition est ouvert jusqu'au 9 février 2018 à 17h00.

Pour plus d'informations sur le [site web de l'Agefos PME](#)

Le mode de financement de l'Agefiph et du Fiphfp

Igas IGF, Le mode de financement de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, décembre 2017

Un rapport sur l'évolution du mode de financement de l'Agefiph et du Fiphfp vient d'être publié. Réalisé par l'Igas et l'IGF**, il en ressort que "le mode de financement actuel est porteur d'incitations pour les employeurs et a largement contribué à l'augmentation constatée du taux d'emploi des bénéficiaires" de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (Oeth).

Les deux inspections apportent trois préconisations :

- à court et moyen terme, revoir les modalités de mise en oeuvre de l'obligation d'emploi qui en affaiblissent aujourd'hui la portée et pèsent sur les ressources mobilisées, et refondre l'offre d'intervention des deux fonds ;
- à plus long terme, ajuster de façon dynamique le taux cible de l'Oeth en fonction de la proportion des bénéficiaires de l'obligation dans la population en âge de travailler.

Pour conclure, le rapport propose une évolution institutionnelle qui se traduirait par soit la réunion des deux fonds en un établissement public unique, soit de confier la gestion des fonds à Pôle emploi.

** Inspection générale des finances

Consultation de la [page de présentation du rapport](#)

La Cour des comptes préconise un changement de modèle pour l'Agefiph et le Fiphfp

La Cour des comptes vient de publier un référé dans lequel elle met en évidence un dysfonctionnement de l'Agefiph et du Fiphfp. En effet, selon son constat, la gouvernance des deux entités d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap est "coûteuse et mal maîtrisée" et "confrontée à une impasse financière". Sont mises en cause les actions des deux organismes qui devraient être "harmonisées" afin qu'il n'y ait plus "des différences importantes de traitement dans la prise en charge des travailleurs handicapés" que ce soit dans le secteur public comme dans le secteur privé. En conclusion, il s'avère que la mise en oeuvre de ces deux structures ait été réalisée plus dans une "logique de gestion administrative" que dans une "démarche stratégique des publics ciblés".

Consultation de la [page dédiée au référé de la Cour des comptes](#)

VAE dans l'éducation nationale : 12 800 diplômes délivrés en 2016

Depuis 2011 la VAE dans l'Education nationale a subi une baisse constante. Selon une note de la Depp* moins de 11 %. Ce constat est plus visible en amont des jurys de validation avec moins 5 % pour les dépôts de candidatures et moins de 6 % pour les dossiers de recevabilité par rapport à 2015. Toutefois, le taux de validations totales a connu une progression de 4 points depuis 2011 et a atteint les 82 % pour les bac pro. Le nombre d'accompagnement

diminue notamment pour les dossiers des demandeurs d'emploi. En janvier 2016 le lancement du plan 500 000 formations pour les chômeurs pourrait attirer une partie de ce public. Pour conclure, les diplômés du secteur "services" comptabiliseraient 9 dossiers sur 10.

* Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
Consultation de la [Note d'information n° 17.27, Depp, décembre 2017](#)

pédagogie (Apprentissage, FOAD)

Pour le développement de l'apprentissage - Synthèse de la concertation

Rapport pour le développement de l'apprentissage, France Stratégie, janvier 2018

Dans le cadre de l'amélioration des dispositifs actuels d'apprentissage, une réflexion a été menée par le ministère du travail, le ministère de l'éducation nationale et le ministère de l'enseignement supérieur. A l'issu de cette concertation, France Stratégie a publié un rapport dans lequel il est question du peu d'attractivité de l'apprentissage pour certaines familles et entreprises et des difficultés liées à son organisation. Ce rapport apporte plusieurs propositions d'évolution qui "reposent sur une amélioration de leur information [les jeunes et leur famille] notamment par des indicateurs de qualité des CFA", un meilleur accompagnement du jeune avec une meilleure prise en considération de ses aspirations ; et pour les entreprises, une meilleure prise en compte de ses contraintes. Enfin, l'évolution de la gouvernance actuelle de l'apprentissage est également avancée, avec notamment la création d'une Agence de l'apprentissage dont les missions seraient de coordonner les acteurs et de donner de la visibilité sur le dispositif aux jeunes et aux familles tout en simplifiant les démarches.

Consultation de la [page de présentation du rapport](#)

L'alternance dans les entreprises adaptées

Unea, La Une, n° 31, janvier 2018

Le magazine de l'Unea* vient de publier un dossier consacré à l'alternance dans les entreprises adaptées suite au plan d'actions pour favoriser les parcours d'accès et de maintien dans l'emploi des jeunes travailleurs en situation de handicap, co-construit par l'Etat et l'Unea. Ce plan d'actions visait à développer les contrats d'apprentissage et de professionnalisation. Dans son édition de janvier, l'Unea dresse un état des lieux des entreprises adaptées en Bourgogne-Franche-Comté.

* Union nationale des entreprises adaptées

Consultation de la [page de présentation du périodique](#)

Pour une réforme "radicale et sans tabou" de la formation en alternance

Dans une de ses récentes chroniques, Jean-Marie Luttringer et Bernard Masingue apportent leur contribution "sans tabou" au débat public sur la question de la formation en alternance.

Consultation de la [chronique 131 de Jean-Marie Luttringer et Bernard Masingue](#)

L'enseignement technique agricole : évolution de l'emploi, des métiers et des compétences à 2030

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation,
Analyse n°110, décembre 2017

Les métiers auxquels prépare l'enseignement technique agricole sont très divers, en rapide évolution et de plus en plus éloignés des activités productives. Quel sera demain le devenir quantitatif et qualitatif de ces métiers ? Quelles sont les compétences et les formations qu'il faudra dispenser pour délivrer des diplômes en adéquation avec le marché de l'emploi ? Ce sont deux grandes questions à l'origine de la réflexion prospective lancée par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (Dger) et le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture.

Cette note d'analyse dresse quatre portraits contrastés de la France à l'horizon 2030 avec leurs impacts sur les métiers et compétences dans les principaux secteurs d'emploi des diplômés de l'enseignement technique agricole.

Consultation de la [page de présentation de la note d'analyse n° 110](#)

Situations de travail, compétences transversales et mobilité entre les métiers

Pôle emploi, Situations de travail, compétences transversales et mobilité entre les métiers : document de travail n° 2018-03, février 2018

Basé sur l'enquête "Conditions de travail" conduite par la Dares, ce document de travail tente de "mesurer les compétences transversales requises dans les métiers". Il recense seize situations de travail transversales prédominantes selon les métiers et tente de déterminer en quoi les proximités de situations de travail transversales justifient les mobilités réalisées entre les métiers. Si la proximité de situations de travail transversales explique des flux de mobilité plus importants entre les métiers en interne, ces mêmes mobilités se produisent également en externe mais dépendent également d'autres facteurs tels que la gestion de la main d'oeuvre au sein des entreprises, la spécificités des savoirs professionnels mobilisés et les "effets de frontière" comme la non proximité géographique des emplois ou la ségrégation professionnelle hommes-femmes.

Consultation de la [page de présentation de l'étude](#)

Prospective des métiers, qualifications et emplois auxquels l'enseignement agricole prépare

Un groupe de travail animé par le CEP* conduit une réflexion prospective dans le cadre de l'évolution rapide de l'agriculture et de ses métiers. Un premier document fait une présentation de l'enseignement agricole ainsi que les grandes évolutions de l'emploi à partir de 4 secteurs d'activité : production agricole, environnement, alimentation, social. Dans une seconde partie sont proposées des hypothèses sous forme de micro-scénarios afin de visualiser l'impact les conséquences de l'évolution sur 6 grands domaines (société, politique, économie, organisation et conditions de travail, agriculture, enseignement agricole).

A l'issue de cette étude prospective, sont ressortis 4 scénarios d'évolution de l'emploi.

Consultation de la [page de présentation de l'étude](#)

Filières durable professionnelles
Actualité
Qualité Formation
Handicap
Développement
Professionnelle
Territoires
Insertion
Diplômes
Qualification

Actualité

Filières
durable
professionnelles

Illettrisme
Développement
Qualité
Forma
Harmonie
Professionnelle
Territoires
Insertion
Centres
VAE
Diplômes

POUR NFO

Janvier 2018

Coordination : Sylvie Petitjean - Laurence Verrier - Cécile Weidmann
Cellule de veille gérée par Frédérique Rousseau
Logo : Brigitte Mignotte - Maquette, conception graphique et mise en page : Frédérique Rousseau - Janvier 2018

